

les raisons d'une option

Lorsque disparaît toute confiance, on utilise le crédit documentaire confirmé qui engage la responsabilité des deux banques.

Qu'apporte le crédit documentaire à l'Algérie ?

D'une manière générale, le crédit documentaire est une facilité bancaire pour réaliser une transaction commerciale internationale. Elle constitue un gage de sécurité pour toutes les parties au contrat.

La banque émettrice ou, le cas échéant, la banque confirmante, s'acquittera de ses obligations sous réserve du respect des termes et conditions du crédit documentaire. C'est donc une garantie de paiement, sous réserve du respect des termes et conditions du crédit documentaire. Ce mode de paiement est fondé uniquement sur des documents.

L'Algérie, pays importateur, a les avantages suivants : elle peut élargir les sources d'approvisionnement pour l'acheteur.

Ce moyen peut permettre à l'acheteur d'obtenir les marchandises à meilleur prix et avec des délais de paiement plus longs que dans le cas d'un transfert libre.

Il répond aux besoins de financement du vendeur et de l'acheteur en leur offrant la qualité de la signature de la banque.

L'acheteur a l'assurance que les documents exigés par le Crédit documentaire devront être présentés en conformité avec les termes et conditions du crédit documentaire et des normes du commerce international. Il a aussi l'assurance que les documents présentés seront examinés par un personnel bancaire au courant des opérations de crédit documentaire. Il peut être certain que le vendeur ne sera payé qu'une fois respectés tous les termes et conditions du crédit documentaire et des normes du commerce international.

Les crédits documentaires sont fondés sur une grande diversité de lois et réglementations, ce qui leur permet une applicabilité universelle.

Parmi tous les moyens de paiement internationaux, le crédit documentaire est celui qui garantit la meilleure traçabilité des transactions commerciales.

Quelle différence y a-t-il entre le crédit documentaire confirmé et non confirmé ?

Dans le cas du crédit documentaire irrévocable et confirmé, la confirmation est donnée par une banque (la banque confirmante) sur autorisation ou requête de la banque émettrice.

Cette confirmation constitue un engagement ferme de la banque confirmante qui s'ajoutant à celui de la banque émettrice de payer le vendeur, sous réserve que les documents stipulés soient présentés à la banque confirmante ou à toute autre banque désignée avant ou à la date d'expiration et que les termes et conditions du crédit documentaire soient respectés. Ce type de crédit documentaire comporte l'engagement de plusieurs banques.

Dans le cas du crédit documentaire sans confirmation, seule la banque émettrice (la banque de l'acheteur) assume la responsabilité de payer le vendeur.

Pour vous permettre de saisir le mécanisme du crédit documentaire, je vous remets un schéma qui retrace les différentes étapes du

simulation ?

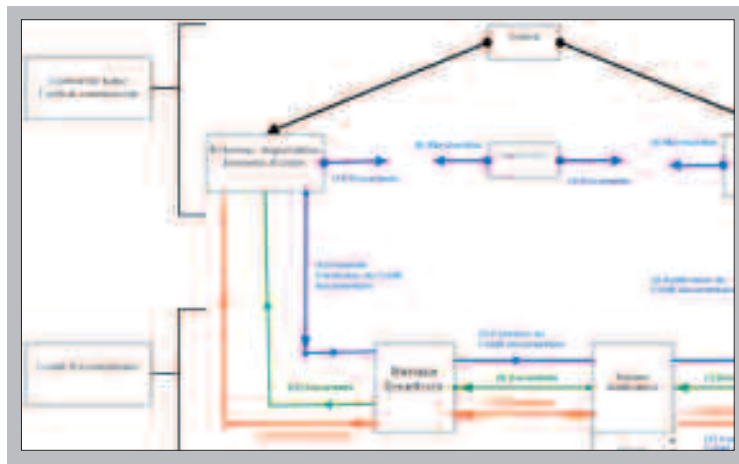
Le crédit documentaire irrévocable sans confirmation est largement meilleur que le crédit documentaire irrévocable et confirmé.

C'est la confirmation qui rend le coût du crédit documentaire supérieur à celui du transfert libre ou de la remise documentaire car les coûts des notifications sont négligeables du fait que le rôle de la banque étrangère est d'informer seulement le vendeur.

Si, les conditions de confiance qui permettent l'utilisation du transfert libre existent, elles sont valables également pour le crédit documentaire et sont renforcées par la solvabilité de l'Algérie.

En considérant l'existence de la confiance entre fournisseur et importateur, le recours à la confirmation n'est plus justifié.

L'impact du crédit documentaire sur les importations. Exemple : 38 milliards de dollars pour l'année 2008. Pour les commissions supplémentaires liées aux importations de biens



processus.

Revenons au cas pratique, quel est le coût supplémentaire des Crédoc par rapport au transfert libre et remise documentaire ?

Certes le transfert libre et la remise documentaire sont des instruments moins onéreux que le crédit documentaire mais ils sont subordonnés à un préalable : l'existence d'une confiance qui peut disparaître comme elle est venue. Ils ne permettent pas d'élargir l'éventail de la concurrence qui est à la base de la réduction du coût de nos importations.

Le surcoût par rapport au transfert libre ou à la remise documentaire est de moins de 0,19 % pour le Crédoc sans confirmation, mais de près de 0,69 % pour le Crédoc confirmé.

Quels enseignements tirez-vous de votre

de consommation et l'alimentaire et dans le cas où le secteur privé importerait 70%, le coût supplémentaire annuel est évalué à la contrepartie dinars de 14 millions de dollars composé des frais de domiciliation, d'engagements, de notification et de règlement de crédit documentaire irrévocable. Ce montant n'influence en aucun cas le consommateur surtout si des mesures d'accompagnement d'ordre fiscal sont mises en place.

Que recommandez-vous ?

Mes recommandations visent trois axes : minimiser les coûts associés au moyen de paiement, réduire les délais, diminuer la tension exercée sur la trésorerie des entreprises.

L'atteinte de ces objectifs sera encore favorisée par des mesures d'accompagnement.

1) Pour minimiser les coûts, il faut éviter autant que possible le crédit documentaire confirmé, négocier à la baisse les frais de notification bancaire (importateur via sa banque). En cas d'importations répétitives chez le même fournisseur, recourir au crédit documentaire «revolving».

En conclusion, l'objectif consiste à ce que le vendeur ne soit pas enclin à augmenter le prix de la marchandise aux motifs qu'il aurait à supporter des frais bancaires supplémentaires. L'acheteur d'obtenir les marchandises à de meilleurs prix et avec des délais de paiement plus longs que dans le cas d'un transfert libre.

2) Pour réduire les délais, la banque et l'importateur vont essayer de ne pas dépasser le délai de 90 jours, du fait que les commissions sont calculées par trimestre mobile indivisible.

Organisation adéquate au sein des banques avec une prise en charge immédiate des opérations du commerce extérieur en améliorant particulièrement leur système d'information. Si la confiance entre l'acheteur et le vendeur existe, le crédit documentaire peut être ouvert à la dernière minute (après expédition de la marchandise) réduisant ainsi les délais et donc le coût.

3) Réduire les coûts de la trésorerie

Pratique actuelle : la majorité des banques publiques n'exigent pas du secteur public de constituer une provision pour le Crédoc. Par contre, le secteur privé doit constituer une provision pouvant atteindre 110%. La commission d'engagement pour les Crédoc provisionnés à hauteur de 100 % est de 2,5 pour mille, par contre elle est de 6,25 pour mille pour le Crédoc non provisionné. Améliorations souhaitables : aligner le traitement du secteur privé sur celui du secteur public en matière de provision.

La banque étant propriétaire de la marchandise jusqu'au paiement définitif, devrait proportionner sa rémunération au risque effectif qu'elle prend.

S'agissant des mesures d'accompagnement, je préconise certains allègements fiscaux dans la ligne de l'article 7 de la loi de finances complémentaire 2009 ainsi que des mesures relevant de la Banque d'Algérie et des pouvoirs publics.

L'Etat peut prendre d'autres mesures fiscales comme par exemple l'exonération des commissions liées au paiement par crédit documentaire irrévocable sans confirmation destinée surtout aux importations des biens et équipements ; concours de la Banque d'Algérie.

L'effort de la Banque d'Algérie peut être apprécié à deux niveaux : réduire les coûts liés aux dépôts à vue au sein des banques, en exonérant les provisions pour Crédoc au moment des paiements des charges par les banques dans le cadre des rémunérations des dépôts de garantie.

Dans l'hypothèse où le volume des importations réalisé est par Crédocs serait provisionné à hauteur de 110% (pratique actuelle), l'impact financier pour les banques serait conséquent. Les intérêts créditeurs à servir dans ce cadre devraient venir en déduction de la commission récoltée au titre de l'ouverture des Crédocs.

La Banque d'Algérie, disposant de l'autorité de fixer les règles générales en matière de conditions de banques applicables aux opérations de banque, devrait imposer une limite à respecter par les banques et établissements financiers pour les opérations de crédit documentaire.

Accompagnement des pouvoirs publics : la trésorerie des opérateurs économiques est obérée par les délais de paiement des administrations.

Globalement, les délais de paiement en Algérie ont dépassé les limites tolérables pour atteindre parfois 120 jours, voire plus. Cette situation est particulièrement préjudiciable aux PME.

La réduction des délais de paiement des dettes de l'Etat est de nature à générer un climat favorisant le développement des PME et autres opérateurs qui, à leur tour, se satisferont de délais de paiements courts en faveur de leurs fournisseurs.

Cette considération a conduit certains pays européens à prendre une directive (n°000-35/CE du 29 juin 2000) qui a instauré la règle générale d'un délai de règlement des sommes dues fixé au trentième jour suivant la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation demandée.

A. B.
*** Docteur d'Etat en économie, universitaire.**